

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

LA MORALE DE L'HISTOIRE

toute la presse a condamné "l'odieux attentat de la rue Copernic" mais toute la presse n'a pas condamné le néonazisme. Quels que soient les auteurs de ce crime, il fait suite à une longue série d'attentats dirigés contre les Juifs, contre les Résistants, contre les Démocrates. Tout se passe comme si, depuis les sommets de l'Etat, il fallait banaliser et même oublier, les horreurs inexpiables de la barbarie hitlérienne, qui n'a pas fini de menacer l'humanité. Nous sommes de ces témoins qui crieront jusqu'à leur dernier souffle qu'ils ont connu des familles entières de Juifs — père, mère, enfants — arrêtées et déportées dans des conditions atroces et qui ne sont jamais revenues des camps de la mort.

Les socialistes personnalistes ne sauraient rester indifférents à toute une propagande actuellement menée contre la "morale judéo-chrétienne", en particulier contre le principe de l'égalité fondamentale de tous les hommes, sans distinction d'origine. Les Dix commandements et les Béatitudes subissent en notre pays un phénomène de rejet, tel que, depuis la Libération, il n'a jamais été explicité aussi ouvertement, malgré des camouflages subtils. Ce retour du refoulé païen doit nous mobiliser, dès lors qu'il entraîne des conséquences politiques. Après la clôture des colloques, certains mythes se nourrissent de sang.

La morale judéo-chrétienne ne signifie pas seulement une éthique — mœurs et coutumes — qui existe jusque dans les sociétés animales — mais une pratique orientée, qui fait du plus lointain, un prochain, de l'étranger, un frère, du différent, un semblable et de la vie, une fin en soi.

Notre quête d'identité ne peut approcher d'une connaissance plénière que par une reconnaissance de l'autre. Surabondamment, cette morale se trouve porteuse de sens : les théologiens de la conscientisation, en Amérique Latine, l'ont souligné. Des valeurs de libération et d'accomplissement sont liées à ce peuple, dont les synagogues, brûlées hier, sont souillées aujourd'hui de croix gammées et d'appels au meurtre.

Le socialisme personnaliste, au-delà des cloisonnements confessionnels ou partisans, est profondément attaché à cette conception d'une humanité unie, malgré ses divisions, et marchant vers le bonheur suprême de la paix, dans toute l'acception du mot.

La morale de l'histoire émerge douloureusement à travers des millénaires de cruauté. En cette fin de siècle, nous ne discernons qu'une lumière vacillante comme l'espérance mais l'itinéraire s'accomplit, qui nous fait découvrir la route parcourue et l'avenir à faire.

Claude-Roland SOUCHET

DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

AOÛT à NOVEMBRE 1980 N° 117

PÉRIODIQUE — Numéro : 5 F

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2117

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

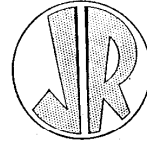
ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

BOLOGNE... MUNICH... PARIS... ÇA SUFFIT



Frank Taillandier

Voilà, ce cri sorti de centaines de milliers de poitrines, en cette fin d'après-midi du 7 octobre 1980, de la Nation à la République :

Immense clameur, profonde révolte ; volonté affirmée de ne plus laisser faire exigence aussi que tout soit mis en œuvre pour arrêter ces assassinats.

Comme en 1936, et chaque fois que la liberté est menacée, la J.R. était présente en cette longue cohorte de personnes, sous l'égide du M.R.A.P.

Ce fut indiscutablement un temps très fort dans l'expression d'un peuple où l'on sentait en chacun un sens grave et réfléchi de l'expression collective. Cela se remarquait au niveau des slogans : il suffisait que l'un de ceux-ci exprime le mieux la pensée commune pour que le cri fuse en une même clameur. Certes, en ces moments-là, les ambiguïtés ne sont pas pour autant gommées et il y eut des expressions de groupe qui n'étaient pas exclues d'un esprit de violence, voire de domination.

Au milieu de tout cela, n'était-elle pas fortement interrogative cette remarque d'un participant : " Mais, le racisme, il est passé, il est là, chez nous !... quand les nettoyeurs du métro sont obligés de faire la grève pendant 30 jours pour obtenir 2.500,00 F par mois, n'est-ce pas du racisme ça ? " Assurément, tout en nous réjouissant de l'ampleur de cette manifestation, largement populaire, il faut bien reconnaître que, le moment d'émotion intense passé, il faudra reprendre la vie de chaque jour, et qu'il est hélas bien plus difficile alors de s'interroger soi-même sur son propre comportement envers les plus éprouvés, les plus faibles, ceux qui n'ont pas notre couleur de peau.

Cependant n'était-elle pas significative la présence de ce petit monsieur de 70 ou 80 ans, qui, modestement, discrètement même, avec son manteau

et son chapeau, venait se placer dans le cortège, avant le départ, portant sa pancarte, lui aussi ?... Et cette maghrébine qui, à la fin du défilé à la République, est venue très simplement, devant le premier rang pour lancer avec tous : " NON ! le fascisme ne passera pas ! " C'était une femme du peuple et son expression était à la mesure de sa révolte et de ses craintes pour ses frères et nos frères arabes.

Mis à part quelques excès de langage, nous avons ressenti un désir profond de paix entre les peuples : " Chrétiens, Arabes, Juifs, même combat " et ces pancartes individuelles ou collectives, parfois écrites au charbon ou au feutre noir, comme celle-ci, sur un morceau de carton d'emballage fixé au dos d'une veste d'une femme, et qui lançait un appel à arrêter toutes les persécutions de juifs et aussi de Palestiniens. C'était un peu l'imagination et l'expression en liberté... Cela veut bien dire que lorsque des actes criminels atteignent un groupe humain, qu'il soit juif ou autre, le sens de la solidarité provoque la réaction des hommes et des femmes de toutes couleurs et de toutes opinions.

Pour ceux d'avant-guerre, le spectre de la croix gammée doit être interdit de séjour puisqu'il porte en lui ce " CRIME CONTRE L'HUMANITÉ " ... mais aujourd'hui, ici, il faut une volonté politique de mettre fin à tous ces crimes commis depuis plus de quatre ans et dont les derniers sont très significatifs : la bombe chez Henri Noguères, c'est-à-dire " contre les Droits de l'Homme "

Tous ces actes contre l'homme doivent engager les jeunes générations aussi à dire " NON ! ".

Nous voulons la Paix, le respect de l'autre, quel qu'il soit.

NON ! LE FASCISME NE PASSERA PAS !

COMMUNIQUÉ de la JEUNE RÉPUBLIQUE

LE PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE, indigné par les attentats contre la communauté juive de France :

- exige des Pouvoirs Publics un châtiment rapide et la mise hors d'état de nuire des groupements fascistes.
- il appelle ses adhérents et tous les sympathisants du SOCIALISME PERSONNALISTE à participer le 7 octobre 1980 au grand rassemblement des démocrates qui manifesteront à Paris et dans les grandes villes contre le nazisme meurtrier.

Le 6 octobre 1980

STATU QUO ?

par Gérard Brissé

Les technologies évoluent à un rythme accéléré, mais le statu quo semble constituer le fait permanent des structures politiques. Statu quo à l'Est, où la normalisation grignote et digère pas à pas les dangereuses émulsions de Gdansk, où un automne bardé d'armures brunâtres a relayé un vert et frais printemps. Espérons que le blé en herbe sera fauché et extirpé par "L'AP-PAREIL", avant qu'il ne mûrisse !

Statu quo à l'Ouest, ou de Stroessner à Pinochet, de Khomeini à Videla, les dictatures s'épanouissent sur le terrain fertile d'une misère populaire savamment orchestrée et entretenue. Statu quo à Paris, où "la France profonde et silencieuse" s'apprête à réélire sans gloire M. Giscard d'Estaing, où les acquis sociaux sont progressivement remis en cause, où l'espérance de transformations profondes se fourvoie dans le conservatisme le plus plat, où une loi électorale injuste réduit le dialogue public à la "bande des quatre" (UDR, UDF, PC, PS) et contraint progressivement ceux qui n'en sont pas à l'action clandestine ou à la publicité à coups de mitraillettes, où de plus en plus un PC et une CGT qui ne font plus qu'un et qui, une fois de plus, à travers la récente grève, pleinement justifiée, des pêcheurs, ont amplement démontré de quelle manière ils prendraient leurs compatriotes en otage, si par malheur ils accédaient au pouvoir dans l'état d'esprit qui est leur actuellement.

Que faire? Ni capitalistes ni communistes, nous ne saurions désormais prendre position — sinon pour le condamner — dans un débat meurtrier qui divise et ensanglante aujourd'hui encore la planète entière, et qui nous apparaît comme radicalement dépassé dans la mesure où le clivage entre exploités et exploités ne répond plus aux schémas traditionnels, et où les deux camps hostiles, par delà des finalités opposées, se rejoignent et se ressemblent quant aux moyens employés.

Nous avons opté pour le socialisme dans la mesure où le système capitaliste a montré ses limites et, pris à l'état pur, sa dimension inhumaine. Le transfert de l'outil de production à des collectivités (et non pas à une seule collectivité publique qui serait l'Etat), s'impose donc comme condition préalable à toute réforme d'envergure des structures économique-sociales. Encore convient-il de circonscrire intelligemment le champ des transferts indispensables et éviter de transformer la collectivité nationale en un immense goulag.

Nous avons choisi le personnelisme d'Emmanuel Mounier et de Marc Sangnier car la personne humaine ne peut se résoudre à l'individu ou à l'être collectif, qu'elle ne peut vivre et s'épanouir harmonieusement que dans le cadre de communautés (familiales, de travail, de loisirs, etc.) où la règle est le dialogue et les structures, démocratiques.

Cette visée se construit en permanence, à notre très modeste échelle, à travers la quotidienneté de l'Histoire, par delà les mesquines préoccupations de l'instant. Sa vitalité s'affirme et se cimente par la recherche d'une métapolitique qui transcende nos humeurs et nos instincts de puissance ou de domination. Nous ne sommes ni pour, ni contre, ni ailleurs, mais dans le "par-delà". Sans haine et sans violence, mais dans la tolérance et l'esprit de compromis. Ni individualistes forcenés, ni collectivistes, mais personnelistes. Ni capitalistes ni communistes, mais socialistes personnelistes.

L'alliance du socialisme et du personnelisme est indispensable si nous voulons construire un "socialisme à visage humain", qui tend en particulier — condition préalable à toute réforme de structure — à porter au maximum la conscience et la responsabilité de chacun.

Et il sourd en éruptions spontanées et sporadiques ici ou là lorsque les conditions historiques et la maturation des mentalités le permettent. A Gdansk, des hommes et des femmes ont, à travers leur foi traditionnelle, redécouvert la démocratie et la défense des droits de la personne. Au Nicaragua, le front des sandinistes a renversé la dictature, aboli la peine de mort, lancé un vaste programme d'alphabétisation, etc. Le socialisme d'inspiration bouddhique du Prince Sihanouk reflétait des préoccupations analogues ; le socialisme d'inspiration chrétienne de Julius Nyerere en Tanzanie eût été une incontestable réussite si, non content d'abattre le dictateur Amin Dada il ne s'était fourvoyé dans l'occupation prolongée de l'Ouganda voisin. A Téhéran aussi, l'espérance s'est levée et le sillon d'un socialisme d'inspiration islamique eût sans doute été tracé sans l'aveuglement, la mesquinerie et l'esprit de vengeance d'un Khomeini.

Ce socialisme-là n'existe encore nulle part. Mais il peut répondre aux aspirations profondes de notre peuple marqué par une longue tradition démocratique et par un individualisme frondeur.

suite page 7

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE : UN AVENIR POUR LA GAUCHE ?

Ancien journaliste à "Combat" — proche de M. Mendès France — aujourd'hui directeur de collection aux Editions Stock, Claude Glayman, 46 ans, se livre, dans "Notre part de siècle" à une analyse sans concession de l'évolution de la Gauche, des espoirs suscités par l'Union de la Gauche qui tourne en véritable "comédie", le PCF et la droite représentée notamment par le RPR et l'UDF étant objectivement complices pour maintenir un certain ordre qui les arrange tant !

"Dans le domaine politique, peut-être plus visiblement qu'ailleurs, note Claude Glayman, les proclamations d'union et d'unité sont des tromperies".

Comment s'en sortir ? A un moment donné, remarque-t-il, le refus de la troisième voie est tout simplement le refus de toute autre voie que totalitaire, de gauche ou de droite. L'alternative n'est autre que la social-démocratie, c'est-à-dire une vigoureuse politique de réformes dans le respect de la démocratie, dans la recreation en permanence d'un consensus effectif et toujours plus exigeant en termes d'individus et de collectifs.

Et de citer les exemples suédois, danois, autrichiens. C'est ce qu'il nomme "l'esprit social-démocrate" qui n'est pas nécessairement lié à une structure politique ou syndicale particulière. Dans l'état de crise où nous vivons, de violence généralisée qui frappe à nos portes, l'esprit social-démocrate se confond avec la défense des droits de l'Homme et la recherche de la paix, notamment par la formulation de nouvelles relations avec le tiers monde, sorte de nouveau Plan Marshall.

La formulation sociale-démocrate n'est pas neuve, elle a même un écho rétro un peu vieillot qui rappelle la SFIO des années 50. Le livre courageux et lucide de Claude Glayman tente de la régénérer tout en constatant que jusqu'à présent elle n'a pratiquement trouvé une application concrète que dans les pays anglosaxons et scandinaves — encore que là aussi elle semble être actuellement en régression ; en France, la voie paraît bien étroite : sur quelles forces peut-elle s'appuyer pour gouverner seule ? et peut-elle le faire en opposition avec le RPR et le parti communiste ou en les ignorant, même si, comme l'affirme l'auteur, elle emprunte à la fois au capitalisme et au communisme ? Et à la limite, qui ne s'affirme aujourd'hui social-démocrate, de M. Giscard d'Estaing à d'anciens socialistes anti-communistes comme M. Eric Hintermann ?

Par delà les indispensables réformes de structures auxquelles souscrivent tous les hommes de Gauche, ce projet laisse de côté, semble-t-il les notions de valeur, de transcendance, de créativité, si chères à ceux qui, par delà le déroulement mécanique des événements, veulent donner un sens personnel à la Vie.

Gérard Brissé

Dans notre courrier

ISÈRE

Après une demande de renseignements que j'avais faite, il y a plusieurs mois, je reçois régulièrement votre journal. Je vous remercie de me l'avoir fait parvenir avec fidélité. R.M.

LOIRE

Je ne sais qui vous a donné mes coordonnées mais j'apprécie ce qu'a fait la J.R. à une époque déterminante. Les idées de Marc SANGNIER continuent de m'intéresser. J'avais un grand père au "Sillon". En toute amitié. F.B.

RHÔNE

Militant syndicaliste, retraité E.D.F. Je lis J.R. avec intérêt et je renouvelle mon abonnement. P.P.

YONNE

Je fais de mon mieux, vu ma situation pour verser ma cotisation et mon abonnement, militer, et soutenir l'effort de J.R. M.B.

VOSGES

La politique ne s'améliore pas : chômage accentué, hausse des prix, bas salaires... sans compter le malaise des jeunes et des retraités. Je lis J.R. et je le fais lire à des amis qui partagent cet idéal. L.P.

GARD

Animateur socio-culturel, permanent d'associations, les aspects économiques et sociaux de la vie quotidienne de nos concitoyens ne peuvent pas me laisser indifférent. A titre d'information, pourriez-vous m'indiquer l'origine, les buts, les orientations et les recherches de la Jeune République. Dans une période aussi troublée que celle où nous vivons, notre pays a grand besoin d'hommes et de femmes qui œuvrent pour l'élaboration d'une société plus juste et plus humaine J.D.

COTES-DU-NORD

Je vous prie de bien vouloir m'inscrire au nombre des abonnés de votre revue du "Socialisme Personnaliste" : La Jeune République. Je suis un ancien qui vous avait perdu de vue. Je suis heureux de pouvoir renouer avec votre Parti. P.L.

PARLEMENT 0,5 %

par Jacques-Paul Richard

Maire Adjoint du Mans

Où est ton espérance, me demandait-il y a quelques jours avec une pointe de dépit un vieux sympathisant J.R., déçu par la Gauche sans union à l'horizon. De fait, la Gauche non communiste, faute d'union, dérive d'un côté vers les séductions du P.C., de l'autre, prête l'oreille aux sirènes d'une bourgeoisie pourtant amputée de beaucoup de ses qualités traditionnelles. De tous côtés, finalement, c'est l'invasion de la plus plate consommation.

Quant à la politique, on commence à savoir sa minceur : en 1979, 99,5 % des textes législatifs adoptés étaient d'origine gouvernementale, et 0,5 % d'origine parlementaire. Le Président et ses quelques séides font littéralement la loi, secondé par des ministres dociles, que l'on peut assez aisément remercier si besoin.

En janvier 1980, les ventes de grands journaux français ont assez brusquement décliné de 6 à 8 % (ceci en pleine crise afghane), traduisant une nette désaffection du public pour la politique. Et chacun de retourner à son jardin, quitte pour bon nombre à réduire un peu le train de vie.

Devant la fuite des espoirs humains, le croyant risque souvent de dégrader sa fidélité en refuge, tandis que l'incroyant se barde de stoïcisme. La jeunesse, sarcastique, s'agrange derrière le mur de décibels de la musique, et couvre d'un égal mépris tous les récupérateurs potentiels... en attendant. Mais suivant le bon VILLON : "Tous hommes ne sont pas de bon sens rassis" ; alors, pour certains, ce vide absurde devient le creuset de violences aberrantes... pour qu'il se passe quelque chose :

ALORS, A LA J.R., QUELLE ESPÉRANCE ?

Qu'est ce qui nous fait tenir sur notre étroit esquif ? Un coup de boutoir est possible à tout moment, il faut nous tenir prêts pour le réveil de l'esprit. Sur le plan politique, il faudra alors, devant la soif intense des masses, faire comprendre que seule une démocratie plus vécue, plus vraie, pourra l'éteindre, et par là calmer la peur et guérir le dégoût. Déjà l'Amérique Latine a su inventer ses communautés de base ; mais pour nous, en quoi pourrait consister ce supplément de démocratie ?

— A la base : vivifier tous les organismes qui œuvrent pour la libre expression dans l'Entreprise ; faire que les Comités d'Entreprise jouent leur vrai rôle en ayant une connaissance responsable et régulière de la gestion. Dans toute ma vie professionnelle de médecin du Travail, je n'en ai rencon-

tré qu'un seul exemple. Ah ! si les C.E. renonçaient une bonne fois au style arbre de Noël !

— Dans les Municipalités, en élargissant partout la concertation vraie, ce qui exige de la part des Elus et des fonctionnaires beaucoup de persévérance, d'abnégation devant l'incompréhension. Ce terrain est encore pour longtemps expérimental ; il faut savoir en accepter par avance les échecs relatifs.

— A l'échelon des Régions, il faut travailler sans relâche à ce qu'on évolue vers un vrai pouvoir de décision. Les "Länders" allemands ne sont pas un mythe. A ce niveau, comme pour les Assemblées nationales, nous réclamerons à temps et à contre-temps le scrutin à la proportionnelle intégrale comme le moyen le plus honnête de faire s'exprimer toutes les familles politiques et d'échapper aux dictats des grands partis.

La J.R. est aussi favorable au référendum à la Suisse : question claire, concise, émanant d'une demande populaire, et à partir de là, posée par le Pouvoir.

— Enfin, devant telle ou telle forme d'abus de pouvoir, les hommes doivent se référer aux lois éternelles, aux lois non écrites, et, s'ils ne peuvent rien d'autre, poser des actes de désobéissance civile, qui, dans certains cas sont paradoxalement le suprême hommage à la légalité.

LE BUT DE L'ENSEMBLE REJOINT LE SOCIALISME PERSONNALISTE QUI NOUS UNIT

Vivre avec la préoccupation essentielle de donner aux simples gens une vraie chance d'être reconnus comme des personnes inaliénables. Bien sûr, à notre époque, il n'est pas question de sous-estimer l'importance des grandes forces socio-économiques ; pourtant il est deux manières de vivre les rapports avec elles : ou bien ériger en principe pratique que ce sont elles qui priment. Alors c'est le monde des rationnaires des sujets, des ayants-droits. Ou bien on considère que ces grandes puissances économiques ne valent qu'en fonction des services qu'elles peuvent rendre aux personnes humaines, en fonction de leur "non" aux formes modernes de l'esclavage.

Dès maintenant, et encore plus en cas de ces brusques bouleversements dont les Gaulois ont le secret, c'est dans la mesure où cet ordre de propositions pourra être repris que l'on échappera peut-être aux convulsions tragiques d'une révolution, suivie de la macabre danse des contre-révolutions.



LA LEÇON A TIRER DES GRÈVES DE GDANSK

Jean Pralong

Pour un socialiste personnaliste, qui estime que le socialisme doit contribuer à l'élévation culturelle, sociale, de la personne humaine, il n'est pas de socialisme sans démocratie.

Ce qui se passe au CHILI, au SALVADOR, en BOLIVIE, en CORÉE du Sud nous indigne profondément. Nous ne pouvons pas admettre davantage que des pays, qui se réclament du socialisme marxiste, briment des droits fondamentaux tels que droit de grève, liberté syndicale, liberté de la presse. La souveraineté nationale, en régime socialiste, a des limites.

Gaston Berger, qui fut directeur de l'Enseignement, a dit : "L'histoire est un trésor qu'on exploite et qu'on réinvestit en vue de construire l'avenir."

Souvenons-nous, selon la parole de Pascal, que l'homme n'est pas uniquement un être économique, mais également, et en même temps "un roseau pensant".

La vraie fraternité, la libération de l'homme ne pourront jamais être le fruit d'un pur changement de structures collectives.

Vingt et une revendications ont été présentées par le Comité inter-entreprises de Gdansk, six sont expressément politiques : — reconnaissance des syndicats libres, liberté d'expression, de publication, et d'impression, libération de tous les prisonniers politiques, suppression des privilèges de l'appareil politique.

Pendant le "Printemps de Prague", de telles exigences furent jugées inacceptables par Moscou, mais aussi par les modérés du P.C. de Prague ; elles servirent de prétexte à l'intervention militaire soviétique.

Pour un régime communiste, selon Moscou, réclamer des "syndicats libres", n'est-ce pas l'instauration d'un contre-pouvoir, même avec le maintien de la socialisation des biens de production. Mais il faut constater une différence essentielle, historique, entre le printemps de Prague de 1968, et l'été polonais de 1980.

Gierek, homme politique intelligent savait que son pays était occupé et il craignait le pire.

Les autorités polonaises ont eu le mérite, contrairement à ce qui s'était produit à Gdansk, en 1970, de ne pas utiliser la répression directement.

Pour nous, la lutte des travailleurs polonais, loin de mettre en péril le socialisme, concourt à sa construction sur des bases démocratiques.

La seule issue est une véritable société autogestionnaire, libérée du carcan planificateur, mais développant la propriété collective des moyens de production. N'est-ce pas ce que définissait Marc SANGNIER lorsqu'il déclarait : "La démocratie, (aujourd'hui nous disons le socialisme personnaliste) est le régime qui permet aux individus de prendre une part de plus en plus grande à la direction des affaires publiques :?"

La Commission Gouvernementale et le Comité de Grèves inter-entreprises (M.K.S.) présidé par Lech Walesa, ont signé un protocole d'accord après un examen, par la première, des 21 revendications des seconds.

Celui qui a parlé au nom des travailleurs polonais, ne tire pas sa force de ce qu'il a appris dans Marx ou Lénine, ce n'est pas un bureaucrate embourgeoisé. Il sait ce que pensent et veulent l'immense majorité de ses compatriotes car il vit avec eux. Sans bagage intellectuel, il en connaît plus que les technocrates imbus de cette suffisance qui leur masque parfois les réalités humaines. Choses que les matérialistes ne comprennent pas : il a puisé dans sa foi cette force qui s'impose et qui montre que la force matérielle n'est pas tout.

Il a compris aussi qu'il faut savoir composer. Si un régime post-stalinien ne peut être changé dans ses structures, on peut obtenir des résultats partiels qui rendent, pour un temps, la vie de l'homme plus facile et préparent l'avenir.

Tout commence pour Lech Walesa.

Les revendications des travailleurs polonais n'ont jamais mis en cause le socialisme, mais au contraire, concourent à sa construction sur des bases démocratiques.

Nous disons : ce que certains appellent l'été polonais constitue un espoir pour la gauche. Ce mouvement est l'expression profonde de tout un peuple. Il aura, quel que soit son avenir immédiat, un impact européen, même en Union Soviétique.

BILLET DU
MILITANT

LA RÉVOLTE ET LA COLÈRE

Roger Vinel

La révolte et la colère grondent dans nos cœurs après l'odieux attentat fasciste contre la Synagogue de la rue Copernic à Paris. Cependant les responsables de la communauté juive, depuis des mois, avaient alerté les pouvoirs publics sur les dangers qui la menaçaient.

Les mouvements anti-racistes, les syndicats de police avaient eux aussi, prévu cette escalade. Seul, le pouvoir a été incapable et a refusé de voir la réalité et la complaisance de certains pour l'extrême-droite.

Tous les amis de la liberté doivent s'unir d'urgence pour sauver la démocratie et enrayer la montée du néonazisme. Nous nous inclinons respectueusement devant les victimes de cette tuerie-dont une jeune Israélienne et — nous nous associons à la douleur des familles en deuil.

Le 13 octobre 1980

LA DÉMOCRATIE
EST

L'ORGANISATION

SOCIALE

QUI TEND

A PORTER

AU MAXIMUM

LA CONSCIENCE

ET

LA RESPONSABILITÉ

CIVIQUE

DE CHACUN

Marc Sangnier



UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE EST-ELLE INÉLUCTABLE

Gérard Brissé

décidément, la lecture de la presse de ces dernières semaines ne nous apporte pas que des nouvelles réjouissantes. Dans un article intitulé "Quatre tonnes d'explosif par tête", André Fontaine rapporte dans *Le Monde* du 12 juin 1980 : "le montant des dépenses militaires du globe atteint donc maintenant un million de dollars par minute, soit quatre fois, en dollars constants, ce qu'il était au moment de la guerre de Corée. Le commerce des armes, pendant la décennie qui vient de s'achever, aura été plus de six fois supérieur... à ce qu'il était pendant la période 1950 - 1959. D'après la même source, il existe à la surface de la Terre plus de soixante mille armes nucléaires, soit l'équivalent de quatre tonnes d'explosif par tête d'humain".

Matutis mutandis, on a rarement entendu parler comme aujourd'hui de l'inéluclabilité de la guerre, plus particulièrement d'une troisième guerre mondiale. Déjà, des conflits locaux risquent de dégénérer à tout moment, en Indochine, en Asie centrale, au Proche Orient, en Afrique, en Amérique centrale. Aucun pays n'échappe à cette course aux armements. La France y est largement partie prenante, en fabriquant et en vendant des engins de mort de plus en plus sophistiqué (voir le débat sur la "bombe à neutrons") dont on dit qu'ils sont là seulement pour dissuader, non pour servir. Mais tout le monde dit cela et un jour les "silos" de fusées à têtes nucléaires appelleront inéluclablement la riposte comme le sucre attire les fourmis.

En contrepartie, les zones de pauvreté absolue s'élargissent un peu partout dans le Monde. André Fontaine relève que la faim tue déjà chaque année quinze millions de personnes, dont cinq millions d'enfants. Selon une enquête menée par *Le Matin* magazine du 14 juin 1980, ces chiffres sont confirmés ; notre confrère dénonce "un génocide en douce" qui "tue 100.000 personnes tous les cinq jours, chaque fois autant que la bombe d'Hiroshima : ce sont les nourrissons des pays du tiers monde.

En France même, de plus en plus nombreux sont nos confrères qui relèvent les ravages causés par le chômage et la situation désastreuse de ceux qui font partie de ce qu'il est convenu d'appeler "le quart monde".

"Des dizaines de milliers de familles françaises dont le chef de file est chômeur non secouru ou invalide non reconnu se retrouvent ainsi sans autre ressources que les prestations familiales", écrit Henri de Loos dans *La Croix* du 16 avril dernier. Et Philippe Warnier dénonce dans *Témoignage chrétien* du 16 juin 1980, "le quart monde des bas salaires" qui, selon un récent dossier de la CFDT sur les salaires, représentent en France plus de quatre millions de personnes, soit le quart de la population salariée de la France.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que l'on assiste un peu partout dans le monde à une montée de la violence particulièrement inquiétante : les actes de terrorisme, les attentats à la bombe, les prises d'otages, les détournements d'avions, jusqu'aux menus larcins et vols à la tire, deviennent monnaies courantes.

Que faire ?

● D'abord se persuader soi-même que la crise que nous subissons, que la guerre mondiale ne sont pas des échéances inéluclables.

Nous pouvons conjurer la crise économique en diversifiant au maximum nos sources d'énergie et l'exploitation qui en est faite ; en contrôlant et en maîtrisant, par des mesures appropriées, les hausses de prix, notamment sur les biens et services de grande consommation ; en assurant à chacun un revenu social garanti (en particulier par le truchement d'une monnaie de consommation non thésaurisable permettant de distribuer très largement les biens dits "de grande consommation en échange d'un service social (des créations d'emplois nouveaux à temps complet ou partiel sont possibles dans les services sociaux, les services publics : PTT, ANPE, etc., en procédant à une réforme fiscale judicieuse, etc, etc (Cf le nombreux développements que nous avons consacrés à ces différents sujets dans les précédents numéros de J.-R.).

● Ensuite, éviter de se faire complice de la violence, partout où elle se manifeste.

Rien ne justifie la violence qui est faite par des hommes sur d'autres hommes. Rien, pas même la cause qui la supporte, quelle que soit la forme qu'elle revêt : terrorisme, prise d'otages (la plus odieuse et la plus infâme torture), etc.

La violence est inhumaine, elle nous ravale au rang de la bête. De plus, elle est inutile, inefficace, inopérante à terme. Relisons l'histoire de l'Humanité avec des yeux neufs : tous les grands conquérants, les dictateurs, tous ceux qui se sont imposés par la force, ont très mal fini. Et avec eux, ils ont entraîné des souffrances, des deuils, des ruines innombrables. La violence est trompeuse car elle donne l'impression, dans un premier temps, de résoudre aisément les problèmes en suspens.

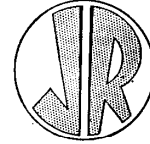
Mais cela n'a qu'un temps, la haine suscite la haine, la violence entraîne la violence. Cercle vicieux, cycle démoniaque. La paix, l'attitude non-violente, le dialogue, la recherche inlassable du compromis (rien à voir avec la compromission) sont seuls révolutionnaires car ils se confondent avec la Vie.

Les armes de la non-violence ? Elles sont clairement exposées dans une série d'articles diffusés par *Témoignage chrétien* (éditions des 25 février, 10 mars, 17 mars 1980). Voir aussi dans *La Croix* du 7 mars 1980, l'opinion de Joseph Périody : "Si tu veux la paix..." et dans *Réforme* du 23 février 1980 : "la violence et la peur" par Jacques Ellul ainsi que les articles de Bertrand de Luze : "Jalons pour la non-violence" (8 avril 1978) et "terrorisme et christianisme : des pièges à désamorcer" (12 avril 1980).

A lire également la série des *Nouvelles littéraires* dont le rédacteur en Chef est Jean François Kahn qui s'attache à défendre les droits de l'homme partout où ils sont battus en brèche. Nous avons également consulté un numéro spécial du "Monde de l'éducation" (mars 1980) sur "la violence des enfants" : la non-violence s'acquiert dès l'école ; il y aurait beaucoup à dire sur les insuffisances et les lâchetés à cet égard, de notre actuel mode d'éducation, ainsi que sur la responsabilité des médias.

Enfin, il serait logique qu'à l'échelle planétaire soient représentées, à côté de l'ONU qui regroupe les Etats, donc la puissance, les personnes et associations qui luttent pour la paix et la non-violence, sous la forme d'une Organisation des peuples unis, qui interviendrait là où l'ONU s'avère inopérante. (cf à ce sujet mon article dans "Le Monde" du 26 janvier 1980).

La Jeune - République a pris position...



LUTTER POUR LA PAIX PAR LE DIALOGUE

depuis plus de vingt ans que se publie cette série de "la Jeune République", nous avons toujours tenté de mêler des considérations générales destinées à impulser notre action et des observations d'actualité, qui conduisent à réfléchir et à intervenir.

Bref, nous n'avons jamais séparé la politique de l'histoire, l'instant de la durée, les convictions de la pratique.

La politique du nouveau président des Etats-Unis, M. Ronald REAGAN est grosse d'une histoire en train de se poursuivre. Il ne semble pas que les changements d'homme et même d'administration bouleversent fondamentalement la politique étrangère américaine.

La géopolitique commande, ainsi que les rapports de force entre un impérialisme à tête d'aigle sur la défensive et un hégémonisme soviétique en voie d'expansion directe (Afghanistan) ou indirecte (Cuba,

Angola, Ethiopie). Sans doute, ces empires sont-ils promis à l'éclatement, comme ceux qui les ont précédés, mais à quel prix ?

Reconnaissons-le : l'humanité a peur. L'homme de la rue imagine des généraux du Pentagone ou des maréchaux du Kremlin enfoncés dans leur abri atomique et influençant les septuagénaires de Washington ou de Moscou, jusqu'à leur faire franchir une ligne irréversible.

La riposte des peuples en faveur de la paix doit être décisive, sans vouloir avantager subrepticement l'un des camps au détriment de l'autre : **NON** à la bombe à neutrons, **NON** au surarmement atomique, **OUI** au désarmement général et contrôlé, **OUI** à l'équilibre des forces, jusqu'à la dissolution des blocs, **OUI** au respect de l'indépendance politique, économique et culturelle de toutes les nations existante, **OUI** à une coexistence pacifique qui ne soit pas une continuation de la guerre sous d'autres formes.

Sur un plan plus quotidien, la Jeune République entend pratiquer la confrontation des idées avec toutes les forces de paix, sans conformisme ni alignement, mais avec une volonté de convergence, comme le voulait Marc SANGNIER aux congrès de BIERVILLE.

Cl.-R.S.

suite de la page 3 : "STATU QUO"

Il reste qu'un peu partout s'effondre une vision dichotomique particulièrement hypocrite du partage du Monde : un communisme récepteur de l'Humanité, d'un côté, une civilisation dite "chrétienne" de l'autre.

Nous aiderons autant que faire se peut à l'effacement des blocs, à l'effondrement des dictatures, à l'avènement de régimes démocratiques épris de justice sociale et de justice tout court, à la défense de la paix, à la promotion du désarmement. La recherche d'un nouvel équilibre planétaire passe par l'indépendance effective des peuples et l'élaboration d'institutions mondiales démocratiques, préfiguration d'une organisation fédérale démocratique du Monde. A cet égard, nous faisons nôtre l'appel de Tokyo en ce sens du Congrès des peuples (15, rue Victor Duruy, 75015 Paris).

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de Seine)

NOM Prénom

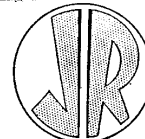
Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature

LE PERSONNALISME

(extrait du Manifeste de Bierville - 1975)



Cette cohérence dans le temps — à la fois logique et fidélité — peut en partie s'expliquer par l'appartenance de la J.-R. à un courant politique qui va de BUCHEZ à MARC SANGNIER et à une famille de pensée dont Emmanuel MOUNIER est l'une des figures les plus expressives. «Le personnalisme, écrivait-il, se distingue rigoureusement de l'individualisme et souligne l'insertion collective et cosmique de la personne». En même temps qu'il se séparait du collectivisme stalinien, MOUNIER critiquait l'individualisme de la bourgeoisie et son matérialisme, au sens grossier du mot. Il a vécu la crise du capitalisme des années 30 et a été influencé par la faillite, notamment sur le plan moral, de la classe dirigeante.

Le décor historique, en ce dernier quart du XX^e siècle, s'est modifié. L'homme a pris pied sur la lune. L'utilisation de l'énergie atomique à des fins industrielles, malgré ses dangers, a déjà commencé. Les progrès de l'électronique permettent aujourd'hui à un seul homme de diriger un empire transnational aussi divers et ramifié sur l'étendue du globe qu'I.T.T. et l'Informatique facilite la mise en fiche centralisée de tous les citoyens dans n'importe laquelle de leurs activités.

Des tours nouvelles se dressent. Des sociétés multinationales, dont la puissance est comparable à celle d'Etats comme la Belgique, et la Norvège, la Suisse ou l'Argentine, y établissent ostensiblement leurs technostructures. Ces nouveaux donjons dominent des forêts d'H.L.M. et des marais de bidonvilles, c'est-à-dire toute une foule d'habitants anonymes, que l'Administration peut connaître intimement.

Mais les structures capitalistes, au stade des monopoles, sont encore plus aliénantes que les structures féodales qui sauvegardaient un lien — fut-il d'allégeance — entre les personnages. Tant que ces structures se maintiendront, la toute-puissance de l'argent entravera les relations humaines dans des domaines aussi différents que la famille, l'enseignement, la recherche scientifique ou l'art.

Dans ce système mercantile, la conservation et l'accumulation du capital se présentent pour beaucoup comme le but de l'existence. Le patrimoine garantit même la survie de l'individu. L'échange fondé sur le troc exclut la gratuité et le don, formes d'enrichissement spirituel inconnues de l'idéologie bourgeoise. La compétition scolaire et la sélectivité, images de la concurrence économique, portent les marques de la férocité. Les critères de l'art dépendent des fluctuations d'un marché, dont les milieux populaires sont écartés.

Les seules valeurs sont celles qui se négocient. Le travailleur est aliéné par ce système, surtout en période de récession, de chômage, d'inflation. Mais le patron est aussi dépersonnalisé par sa relation abstraite et souvent unique avec l'argent. Ni l'un, ni l'autre ne réussissent à devenir eux-mêmes, c'est-à-dire une personne distincte en

même temps que solidaire des autres.

L'homme d'aujourd'hui, s'il est parfois plus préoccupé de consommer que d'épargner — à partir d'un certain niveau de bien être, beaucoup moins généralisé que les mass-media ne le prétendent — veut sur un plan extra-économique, émerger de l'anonymat. Il cherche à découvrir son identité. Il s'efforce d'être soi-même et il se rend compte que sa vie n'a de sens qu'en considération d'un ensemble de relations, depuis la cellule familiale jusqu'à l'humanité en marche à travers les âges.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE ajoute à la notion de besoin celle de valeur. Le progrès technique est, en soi, bienfaisant, même s'il multiplie et diversifie les besoins à l'infini. Encore faudrait-il qu'un système socio-politique archaïque ne frustre pas les masses de la satisfaction de ses besoins. Mais produire toujours plus, pour consommer davantage ne saurait constituer une fin satisfaisante si chacun se limite à des rapports avec les choses.

Le souci de rendement ne doit pas faire oublier que les hommes aspirent fondamentalement à plus de justice, plus de paix, plus de joie mais aussi plus d'espace, plus d'air, plus de soleil, plus de libertés. La productivité exalte moins que la créativité. Que les planifications intensifient le rendement, à condition que des échanges vrais entre les hommes s'affinent, par delà les objets.

Que chacun identifie en autrui un visage, un nom, une histoire, une œuvre, c'est-à-dire précisément ce qui accroît la justice, la paix et la joie entre les auteurs de ces identifications.

Que chacun reconnaisse finalement à autrui la liberté d'être soi : corse, juif, normand, nègre, breton, québécois, occitan, etc... quelqu'un, une personne acceptée dans sa totalité.

Cette reconnaissance de celui qui est différent se traduit politiquement par l'idée de fédéralisme et celle de pluralisme. Une nation unie ne doit pas être nécessairement réduite à un pouvoir centralisé à l'excès. Un front commun ne doit pas exiger une pensée uniforme. Accepter autrui, le respecter, c'est le regarder comme porteur de vérités, souvent convergentes. Tous les systèmes qui veulent monopoliser la vérité au nom de la religion, de la science, ou de quelque dogmatique que ce soit, menacent la personne. La vérité du savant ou de l'homme religieux exige une quête humble, modeste, patiente, toujours remise en cause par quelque nuit. La connaissance s'étend bien au-delà du mesurable et ne s'arrête pas aux domaines des greffes du cœur et des voyages interplanétaires.

A ceux qui empaillent, au Musée Grévin, les prêtres, les philosophes et les artistes, à ceux qui prédisent la mort de l'homme et qui croient déceler des indices prémonitoires dans une civilisation de l'ordinateur tout-puissant et de la marchandise souveraine, à ceux qui s'attachent à donner aux

structures socio-économiques un rôle exclusif dans le développement de l'homme, à ceux qui s'accommodent d'un environnement aussi dépersonnalisé que l'univers mental d'un psychotique, le personnalisme associé au socialisme répond par une apologie d'un sujet créateur d'œuvres et de relations mutuellement valorisantes.

Une révolution personnelle — que d'aucuns nommeront conversion ou découverte d'une solution — doit préparer, accompagner et compléter la transformation des structures socio-économiques. Sinon, un autre appareil oppressif risque de se substituer au régime d'exploitation des sociétés multinationales et de l'Etat bourgeois.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE se distingue tant de l'individualisme que de l'étatisme. Il œuvre pour l'assouvir l'accession des travailleurs au pouvoir, et le respect des personnes, à commencer par les plus déshérités et les plus marginales. Il vise à un nouveau style de relation entre toi et moi, à travers la constante remise en cause résultant du dialogue. Il se préoccupe de promouvoir une présence à soi-même et au monde de chaque personne. Il s'engage dans la voie de la réconciliation de l'homme avec autrui et avec soi-même. Il s'efforce d'ouvrir le champ à la créativité de chacun dans un processus de développement continu.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE actualise des valeurs tenues pour permanentes. Il tient compte des signes du temps présent, en particulier le bond en avant des techniques de production et la conscientisation des masses dans notre pays et dans le monde. Par sa volonté de s'incarner dans le peuple qui fait l'histoire, il prépare à des combats difficiles en direction de l'avenir, à partir d'une réflexion en commun.

Accueillir ces idées, les vivre jusqu'à transformer le monde et soi-même, à partir d'éléments simples ou de lignes de force :

— appartenir à une communauté et participer ardemment à la réalisation de ses objets ;

— accroître ses connaissances et s'exprimer sous mille formes différentes, à partir des matériaux qu'offrent les cultures les plus diverses ;

— tracer une histoire personnelle reliée aux éléments les plus vivants, les plus actifs de la société — la classe ouvrière — et à tout un peuple en marche ;

— dépasser l'anonymat, le conformisme, la réification (boulot, métro, dodo), cette reconstitution quotidienne de la force de travail qui devient le seul but de l'existence ;

— édifier, avec les camarades, une œuvre commune en laquelle chaque personne reconnaisse une œuvre singulière.

Reste la rude tâche à accomplir par des moyens politiques : LE SOCIALISME.